



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-035

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : DELEGATIONS ACCORDEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au Conseil Municipal la possibilité de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, certaines de ses attributions.

Dans ce cadre, par délibération du 6 mai 2014, le Conseil municipal de la commune a confié au Maire la charge de prendre des décisions dans plusieurs domaines. Suite à une évolution de la réglementation, il convient aujourd'hui de délibérer à nouveau sur les matières déléguées par le Conseil municipal au Maire.

Cette délégation, tout en respectant les compétences du Conseil Municipal, a pour but de faciliter la bonne marche de l'administration communale grâce à une gestion plus souple et plus rapide des affaires de la commune. Elle est personnelle.

Cependant, compte tenu des nombreuses obligations du Maire, il conviendrait, afin de ne pas retarder la prise de ces décisions, de prévoir en cas d'empêchement de la part du Maire, une subdélégation de pouvoir au profit de deux adjoints et ce, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas d'empêchement simultané de la part du maire et de ces adjoints, les décisions relatives aux matières faisant l'objet de la délégation ressortiront à nouveau de la compétence du Conseil Municipal.

Ces décisions sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des Conseils Municipaux portant sur les mêmes objets (article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales). Elles ne sont exécutoires qu'à la double condition d'avoir été transmises au Préfet et d'avoir fait l'objet des mesures de publicité applicables à ce type d'acte et sont, par ailleurs, soumises aux mêmes règles de contrôle de légalité que les délibérations du Conseil Municipal.

Enfin, la charge des matières déléguées est assumée par le Maire sous le contrôle du Conseil Municipal.

Ainsi, le Maire doit rendre compte à chaque réunion obligatoire du Conseil Municipal des actes qu'il a accomplis en exécution du mandat qui lui a été délégué. L'information portera sur l'ensemble de l'usage fait par le Maire de la délégation.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ABROGE la délibération n° D-2014-088 du 6 mai 2014,

CONFIE à Monsieur François COMMEINHES, Maire, la charge de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment les paragraphes du CGCT indiqués ci-dessous :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De fixer, en tenant compte dans la mesure du possible de l'augmentation du taux d'inflation, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal.

3° (Cf. délibération n° D-2014-089 du 6 mai 2014) ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, de manière ponctuelle, à tout organisme d'habitation à loyer modéré, à une société d'économie mixte, à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon, ou à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, pour toutes catégories de contentieux et devant toutes les juridictions, qu'elles soient civiles, pénales ou administratives, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation ; cette délégation emporte également la possibilité de se constituer partie civile au nom de la Ville ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal de 10.000 € ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De procéder, dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de 12 mois dans la limite d'un montant annuel de cinq millions d'euros, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants – EONIA, T4M, EURIBOR – ou un TAUX FIXE ;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

SUBDELEGUE ces attributions, en cas d'empêchement de la part du Maire, au Premier Adjoint

SUBDELEGUE ces attributions, en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint au Deuxième Adjoint

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 42 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE,

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-036

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

FINANCES

Objet : BUDGET 2015 EAU - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Sébastien ANDRAL

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la DM N°1 du Budget de l'Eau qui se présente ainsi :

Section investissement..... - 1 022 200.00 €

Section fonctionnement..... - 9 106.00 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés		Ch. 13	Subventions investissement	714 995,00
Ch. 20	Immobilisations Incorporelles		Ch. 16	Emprunts et dettse assimilés	-1 498 605,00
ch. 204	Subventions équipements		Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations corporelles		Ch. 23	Immobilisations En cours	
Ch. 23	Immobilisations En cours	-955 840,00	Ch. 26	Participations créances	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 27	Autres imm. financières	-114 742,00
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		Ch. 4582	Compte de tiers	
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers		Ch. 024	Produits des cessions	
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre		Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
Ch. 041	Opérations patrimoniales	-114 742,00	Ch. 041	Opérations patrimoniales	-114 742,00
Opérations d'Equipement		48 382,00	Opérations d'Equipement		0,00
09001	Br.Plomb	62 000,00			
11001	Château d'Eau	4 856,00			
13001	Issanka	-18 474,00			
			021	Vir. de section d'exploitation	-9 106,00
	TOTAL	-1 022 200,00		TOTAL	-1 022 200,00
TOTAL		- 1 022 200,00	TOTAL		- 1 022 200,00

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général		002	Report à nouveau	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 74	Subventions d'exploitation	
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 75	Autres produits gestion courante	-9 106,00
O23	Virement section inves.	-9 106,00	Ch. 77	Produits exceptionnels	
			Ch. 79	Transferts de charges	
			Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
	TOTAL	-9 106,00		TOTAL	-9 106,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal : :

ADOpte la décision modificative n°1 du budget de l'EAU

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-037

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

FINANCES

Objet : BUDGET 2015 EAU - MODIFICATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET DE CREDITS DE PAIEMENT

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2311-3,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu les autorisations de programme approuvés antérieurement par délibération des conseils municipaux suivants :

- N°09001-Branchements plomb : création le 28 janvier 2009 par délibération N°D-2009-007.
- N°11001-Réservoir du Château d'eau : création le 07 février 2011 par délibération N°D-2011-017.
- N°13001-Réhabilitation de la conduite d'Issanka : création le 05 novembre 2013 par la délibération N°D-2013-244.

Vu la délibération D-2014-309 du conseil municipal du 15/12/2014, ayant approuvé le budget primitif M49 pour l'exercice 2015,

Considérant que le rythme de réalisation de ces opérations nécessite la révision des autorisations de programme et des crédits de paiement initialement en place,

Il convient d'apporter des ajustements aux autorisations de programme et crédits de paiement détaillés ci-après,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

MODIFIE Ces autorisations de programme, ses montants et l'échéancier des crédits de paiement qui y sont afférents.

AUTORISE Le Maire ou son représentant à les signer ainsi que tous les documents s'y rapportant.

DECIDE Que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 2,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



A handwritten signature in black ink, appearing to be "Anne Goudou".

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET EAU POTABLE

N° AP	OPERATION DEPENSES D'INVESTISSEMENT	AUTORISATION DE PROGRAMME EN €	CREDITS DE PAIEMENTS EN €							
			2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
O9001	BRANCHEMENTS PLOMBES Délibération n°2011-240 du 13 Décembre 2011	1 494 340,00	200 000	200 000	233 220	310 960	310 960	239 200		
	<i>Ajustement proposé AP</i>	1 545 962,21	149 207,36	231 878,00	124 781,04	381 176,57	361 836,98	187 082,26	110 000,00	
11001	RESERVOIR DU CHÂTEAU D'EAU Délibération n°2012-215 du 13 Novembre 2012	547 450,59			0,00	0,00	0,00	12 114,99	275 335,60	260 000,00
	<i>Ajustement proposé</i>	547 450,59			0,00	0,00	0,00	7 429,50	4 856,00	535 165,09
13001	REHABILITATION DE LA CONDUITE D'ISSANKA Délibération initiale du 5/11/2013	1 435 200,00					3 498,30	10 000,00	710 000,00	711 701,70
	<i>Ajustement proposé</i>	1 435 200,00					0,00	9 695,02	3 276,00	1 422 228,98



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-038

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE SETE - OPERATION MAISON POSSENTI - ACQUISITION AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS - EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 25%

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etait absent : Emile ANFOSSO

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu, l'opération " MAISON POSSENTI" : acquisition amélioration de 4 logements, situé 34 rue Castillon à Sète,

Vu, l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 30 mars 2015 pour financer cette opération par un prêt PLUS CONSTRUCTION et Plus FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 336 681 €,

Vu, la lettre du 2 avril 2015 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la ville de Sète pour les 4 prêts précités,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 18,573 % des recettes réelles de la sections de fonctionnement.

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage.

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " MAISON POSSENTI".

La destination de ces 4 prêts est la suivante :

Prêt PLUS (*Prêt Locatif à Usage Social*) FONCIER de 63 559 €
Financement "acquisition amélioration de 4 logements"
Montant de la garantie : 15 889,75 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 235 060 €
Financement "acquisition amélioration de 4 logements"
Montant de la garantie : 58 765 €

Prêt PLAI (*Prêt Locatif Aidé d'Intégration*) FONCIER de 12 625 €
Financement "acquisition amélioration de 4 logements"
Montant de la garantie : 3 156,25 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 25 437 €
Financement "acquisition amélioration de 4 logements"
Montant de la garantie : 6 359,25 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Prêt PLUS FONCIER

- Montant du prêt garanti : 15 889,75 €
- Durée de la période de préfinancement : 9 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb (point de base)
- Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

- Modalité de révision : double révisabilité limitée (DL)
- Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité et le taux d'intérêt révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 58 765 €
- Durée de la période de préfinancement : 9 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)
- Modalité de révision : double révisabilité limitée (DL)
- Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité et le taux d'intérêt-révisé puisse être inférieur à 0 % .

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 3 156,25 €
 - Durée de la période de préfinancement : aucun
 - Durée de la période d'amortissement : 50 ans
 - Durée de différé d'amortissement : aucun
 - Échéance : annuelle
 - Index : livret A
 - Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb (point de base)
 - Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés).
 - Modalité de révision : double révisabilité limitée (DL)
 - Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité et le taux d'intérêt révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 6 359,25 €
- Durée de la période de préfinancement : aucun
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Echéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)
- Modalité de révision : double révisabilité limitée (DL)
- Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité et le taux d'intérêt révisé puisse être inférieur à 0 % .

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 4 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 1 % au 30/03/2015. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION soit une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 4 prêts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE

sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer l'opération "acquisition amélioration de 4 logements » « MAISON POSSENTI » selon les conditions précitées,

AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned above the printed name.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-039

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

TOURISME

Objet : APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF DE L'OFFICE DE TOURISME

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu les articles L. 133-4 à L 133-10 et suivants du Code du Tourisme ;

Vu la délibération 2015003 du 6 février du Comité de Direction de l'Office de Tourisme, relative à l'approbation du budget primitif 2015 ;

Selon l'article L133-8 du Code du Tourisme, le budget et les comptes de l'office qui ont fait l'objet d'une délibération préalable du comité de direction, sont soumis à l'approbation du conseil municipal.

Approuvé à l'unanimité par le Comité de Direction de l'Office de Tourisme, le budget primitif s'élève à 1 832 480 €, dont 1 777 480 € en section de fonctionnement et 55 000 € en section d'investissement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

le budget primitif 2015 pour un total de 1 832 480 euros, dont 1 777 480 euros en section de fonctionnement et 55 000 € en section d'investissement.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 42 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-040

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : QUARTIER DE L'ILE DE THAU - IMPLANTATION D'UNE MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC)

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

La ville de Sète s'est impliquée aux côtés de Thau agglo dans une réflexion visant à améliorer l'action éducative en direction des jeunes et à permettre à tous d'accéder à la culture en favorisant la création et le maintien des liens sociaux et en facilitant les actions intergénérationnelles.

Développer des lieux d'expérimentation et d'innovation sociale est devenu un enjeu majeur pour inciter à la démocratie participative et favoriser les initiatives de développement culturel. Cet objectif d'éducation populaire est au cœur du pacte républicain et les MJC s'inscrivent pleinement dans ce champ qui fait de l'accès à la culture un droit fondamental de la formation du citoyen et constitue avec la vie associative un garant de la démocratie.

En conséquence, la commune de Sète et Thau Agglo ont considéré comme pertinent, dans le cadre de la politique de la Ville, d'établir un partenariat avec la FRMJC LR afin de lancer une dynamique visant dans un premier temps à implanter une MJC dans un des quartiers ciblés par la politique de la Ville, à savoir l'Ile de Thau.

La MJC s'appuiera sur un recensement des besoins et donnera une large place à l'expression des jeunes du quartier et du centre ville dans ses actions qui sont : la promotion et la diffusion d'événements culturels et transversaux, les actions à vocations socioculturelles, les animations locales et culturelles organisées en partenariat avec les acteurs territoriaux, les actions citoyennes et les événements culturels.

Ce partenariat serait établi sur un plan pluriannuel avec un démarrage à la rentrée de septembre 2015.

Ainsi, il est proposé aujourd'hui, une convention cadre pluriannuelle allant jusqu'au 31 Décembre 2018, créant un partenariat entre la FRMJC LR, Thau agglo, et la commune de Sète, et actant la mise à disposition à titre gratuit des locaux de "La passerelle" au bénéfice de la FRMJC LR pour permettre l'implantation d'une MJC à l'île de Thau.

En complément de cette convention cadre, les soutiens financiers que porteront Thau agglo et la commune de Sète à la FRMJC LR, feront l'objet chaque année de conventions d'application fixant le montant de la subvention annuelle voté par les instances délibérantes respectives et les conditions d'utilisation de ces subventions.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

<u>APPROUVE</u>	la convention de partenariat entre la FRMJC LR, Thau agglo, et la commune de Sète, annexée à la présente délibération
<u>APPROUVE</u>	la convention d'objectifs entre la FRMJC LR et la commune de Sète pour l'année 2015, annexée à la présente délibération
<u>ATTRIBUE</u>	la subvention afférente d'un montant de 96 521 € pour l'année 2015
<u>AUTORISE</u>	le sénateur-maire ou son représentant de signer cette convention ou tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-041

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ACTION SOCIALE

Objet : CONVENTION DE DELEGATION DE GESTION DU FONDS DEPARTEMENTAL
D'AIDE AUX JEUNES - AVENANT N°2

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne VILLA-GIZARDIN Adjointe s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L.263-3 du code de l'action sociale et des familles, a été mis en place, dans le département de l'Hérault, un dispositif d'aides destinées aux jeunes en difficulté âgés de 18 à 25 ans.

Le fond départemental d'aide aux jeunes permet de proposer des mesures d'accompagnement et un soutien financier aux publics identifiés, dans le cadre du règlement départemental établi à cet effet.

Afin de soutenir cette action, il vous est proposé d'approuver l'avenant n°2 à la convention de délégation de gestion du fonds départemental d'aides aux jeunes ayant fait l'objet de la délibération du 9 juillet 2013.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

l'avenant n°2 à la convention de délégation du Fonds Départemental d'Aides aux Jeunes,

AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à signer cet avenant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-042

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ACTION SOCIALE

Objet : ACTION D'ANIMATION DE LA SALLE D'ATTENTE DE LA PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE - CONVENTION A SIGNER AVEC LE CONSEIL
GENERAL

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Une éducatrice de Jeunes Enfants du Centre Social Villefranche intervient tous les jeudis de 8h45 à 15h pour accueillir le public et animer la salle d'attente de la consultation de nourrisson de la Protection Maternelle Infantile (PMI). Cette activité de soutien à la fonction parentale valorise la place du jeu dans le développement personnel de l'enfant ainsi que dans sa relation avec l'adulte. Le Département, quand à lui, s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

Le budget prévisionnel de l'action, d'un montant de 8360 € correspond au salaire chargé de l'éducatrice et aux charges de fonctionnement. Le Conseil Général de l'Hérault prend à sa charge 7600 € et la ville de Sète finance 760 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la signature d'une convention partenariale avec le Conseil Général de l'Hérault relative à l'animation de la salle d'attente de la PMI, antenne médico-sociale.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer (le document) et tous documents se rapportant à cette délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-043

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ACTION SOCIALE

Objet : CENTRES SOCIAUX - LIEU D'ACCUEIL ENFANTS PARENTS - CONVENTION
D'OBJECTIFS A SIGNER AVEC LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Les centres sociaux Nicolas Gabino et Villefranche gèrent des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP), animés chacun par une éducatrice de jeunes enfants et une animatrice, professionnelles formées à l'écoute. Ils sont en accès gratuit, ouverts aux jeunes enfants de moins 6 ans, accompagnés d'un de leur(s) parent(s) ou d'un adulte familial afin de participer à des temps conviviaux et d'échanges. Les principaux objectifs de ces lieux sont la participation à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, l'appui aux parents dans l'exercice de leur rôle par un échange avec d'autres parents ou avec des professionnels. La fréquentation du lieu LAEP est basée sur le volontariat et le respect de l'anonymat, la confidentialité.

Le Département de l'Hérault propose la signature de deux conventions d'objectifs et de financement pour l'année 2015, du 5 janvier au 29 décembre 2015 pour le LAEP du centre social Villefranche et du 02 janvier au 31 décembre 2015 pour le LAEP du centre social Nicolas Gabino. Par cette convention il s'engage à soutenir financièrement la Ville de Sète, à hauteur de 2 300 € pour chacun des LAEP.

En contrepartie, la Ville s'engage à respecter les termes de la convention prévue à cet effet :

- Garantir le fonctionnement des deux Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) des centres sociaux Gabino et Villefranche.
- Mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution,
- Demander l'accord du Département avant tout réajustement,
- Transmettre le bilan intermédiaire et le bilan annuel

Les objectifs pour les deux centres sociaux seront :

- Favoriser la relation parents-enfants.
- Permettre la rencontre entre parents.
- Favoriser la mixité sociale, culturelle et intergénérationnelle.
- Renforcer les identités et valoriser les compétences, savoir-faire.
- Favoriser l'autonomie de l'enfant, préparer la scolarisation.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

la signature d'une convention d'objectifs – action de proximité - avec le département de l'Hérault, Agence Départementale de la Solidarité Thau Littoral, au titre de chacun des deux Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) des centres sociaux : Nicolas Gabino et Villefranche.

AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à signer cette convention ainsi que tous documents s'y rapportant.

AUTORISE

le Trésorier municipal à faire recette de l'engagement financier du département tel qu'indiqué dans l'article 7 de la présente convention sous l'imputation suivante :

Nature : 7473

Fonction : 520

Service : CS GABINO

Nature : 7473

Fonction : 520

Service : VILLEFRANCHE

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-044

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ACTION SOCIALE

Objet : CENTRES SOCIAUX - AIDES AUX VACANCES SOCIALES 2015 - CONVENTION A SIGNER AVEC LA CAF

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de sa politique d'Action Sociale, le Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault a mis en place un dispositif « Aide aux Vacances Sociales » (AVS) ayant pour objectif de renforcer le lien parents/enfants, à travers un premier départ en vacances de familles disposant de faibles ressources.

Seront concernées les familles ayant un quotient familial (Qf) inférieur ou égal à 800 € et bénéficiant d'un accompagnement socio-éducatif mis en place par les référents familles des centres sociaux Nicolas Gabino et Villefranche. Celles-ci accompagnent les familles dans l'élaboration d'un projet de séjour comprenant le temps qui précède le départ, le séjour et le retour de la famille. Un numéro de code permettant d'entrer et de saisir les demandes sur le site Vacaf-Avs sera alors communiqué aux référents des deux centres sociaux.

L'aide de la CAF est versée directement à l'organisme de séjour retenu par la famille dans la limite des fonds disponibles. Elle varie de 25% à 90 % du coût du séjour selon la situation familiale et le quotient familial.

Cette convention annuelle fera l'objet d'une tacite reconduction d'une année sur l'autre, sous réserve qu'elle n'ait pas été dénoncée par la CAF ou la Mairie de Sète.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la signature d'une convention d'objectifs avec la CAF au titre des Aides aux Vacances Sociales

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer cette conventions ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-045

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ACTION SOCIALE

Objet : CENTRES SOCIAUX - AIDES AUX VACANCES ENFANTS 2015 - CONVENTION A SIGNER AVEC LA CAF

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Le dispositif d'Aide aux Vacances Enfants Fonds Social (AVES) mis en place par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier va être reconduit en 2015.

Cette action s'adresse aux enfants de 4 ans à moins de 18 ans et vise à permettre un départ en vacances collectives pour 6 nuits minimum et jusqu'à 13 nuits maximum dans l'Hérault et les départements limitrophes. Cette aide accordée par la CAF ne constitue pas « un droit ouvert », puisque seuls les enfants repérés et accompagnés par les référents famille des centres sociaux Nicolas Gabino et Villefranche pourront en bénéficier.

Le taux de prise en charge par la CAF dans la limite d'un plafond maximum est fixé à 50€ par jour. Le montant de l'aide dépend du quotient familial du mois d'octobre 2014 de l'allocataire :

Qf de 0 à 370 €

- 45% du coût du séjour
- 90% du coût du séjour (enfants issus de familles nombreuses, monoparentales ou enfants en situation de handicap)

Qf de 371 à 700 €

- 40% du coût du séjour
- 80% du coût du séjour (enfants issus de familles nombreuses, monoparentales ou enfants en situation de handicap)

Qf de 700 à 800 €

- 25% du coût du séjour
- 50% du coût du séjour (enfants issus de familles nombreuses, monoparentales ou enfants en situation de handicap)

Cette convention annuelle fera l'objet d'une tacite reconduction d'une année sur l'autre, sous réserve qu'elle n'ait pas été dénoncée par la CAF ou la commune.

Après en avoir délibéré le Conseil municipal :

APPROUVER la signature d'une convention d'objectifs avec la CAF au titre des Aides aux Vacances Enfants Fonds Social

AUTORISER le Maire ou l'élu délégué à signer cette convention ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "Anne Goudou".

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-046

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ACTIONS EDUCATIVES - ENFANCE - JEUNESSE

**Objet : CONVENTION DE FINANCEMENT DU DISPOSITIF AIDE AUX VACANCES
ENFANTS A PASSER AVEC LA CAF DE L'HERAULT**

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault reconduit pour 2015, le dispositif AVE (Aide aux Vacances Enfants) pour les séjours d'enfants organisés par la Ville. Ces aides varient en fonction des ressources et de la composition des familles bénéficiaires.

Ce dispositif, géré par VACAF, a pour but d'assurer les inscriptions des enfants dans les centres de vacances garantissant un accueil avec hébergement et le financement de ces séjours selon le barème fixé par décision du Conseil d'Administration de la CAF de l'Hérault.

Cependant, le constat qui a été fait en fonction des données socio-économiques de la population setoise révèle que malgré les aides accordées par la CAF, l'accès aux séjours reste inaccessible pour les familles ne disposant pas de ressources suffisantes.

Je vous propose donc de mettre en place avec la CAF, partenaire depuis de nombreuses années, une convention de financement concernant le dispositif Aides aux vacances Enfants, qui permettra

la prise en charge partielle des séjours des enfants et jeunes bénéficiaires de ce dispositif, en apportant une aide complémentaire à celle de la caisse d'Allocations familiales.

La participation de la ville pourra atteindre 30 % du montant global, en fonction des situations des familles et de leur quotient familial.

Cette convention est passée pour l'année 2015. Elle pourra être reconduite d'une année sur l'autre sous réserve qu'elle n'ait pas été dénoncée par l'une ou l'autre des parties au minimum 1 mois avant la fin de l'année civile

Il convient de poursuivre cette action afin d'assurer une continuité de services aux familles,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la convention de financement du dispositif « Aide aux Vacances Enfants » à passer avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault pour l'année 2015, annexée à la présente délibération, et qui pourra être reconduite d'une année sur l'autre sous réserve qu'elle n'ait pas été dénoncée par l'une ou l'autre des parties au minimum 1 mois avant la fin de l'année civile,

ADOpte la participation de la ville qui pourra atteindre 30 % pour compléter les aides reçues de la CAF permettant ainsi le départ en vacances des enfants dont les familles ne disposent pas de ressources suffisantes,

AUTORISE le Maire ou son représentant à la signer ainsi que tout document s'y rapportant,

AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette, le moment venu, de la participation financière versée par la CAF.

Gest : EDUCAT

imput : 7478-421

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-047

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ACTIONS EDUCATIVES - ENFANCE - JEUNESSE

Objet : ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT- PERISCOLAIRE MATERNEL-
CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT A PASSER AVEC LA CAF DE
L'HERAULT

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

La Ville de SETE, gestionnaire des accueils de loisirs sans hébergement périscolaire Primaire depuis plusieurs années , a étendu son action en mettant en place les Accueils de Loisirs Périscolaires Maternels afin d'améliorer la qualité de vie des familles et à contribuer au développement et à l'épanouissement de l'enfant

La ville de SETE , par délibération en date 29 juillet 2014, a mis en œuvre, conformément au décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et primaires, ces nouveaux rythmes scolaires pour la rentrée de septembre 2014.

Dans le cadre du partenariat liant la ville de SETE et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, dans leur politique du temps libre des enfants et des jeunes, la Caf propose, pour ces nouveaux accueils, d'élaborer une convention d'objectifs et de financement précisant les modalités

d'intervention et de versement de la prestation de service et de l'aide spécifique rythmes éducatifs pour la période du 1^{er} septembre 2014 au 31 décembre 2017.

cette convention concerne les accueils suivants :

- ALP maternel les Métairies
- ALP maternel les 4 Ponts
- ALP maternel la Corniche

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la convention d'objectifs et de financement qui définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service et de l'aide spécifique rythmes éducatifs

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer ces conventions, ainsi que tous documents s'y rapportant.

DECIDE que les recettes seront perçues sur les comptes prévus à cet effet :
Nature : 7478 Fonction 421 Service : EDUCATION

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-048

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : CONVENTION DE COREALISATION AVEC ZALANA PRODUCTIONS

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Christelle ESPINASSE Adjointe s'exprime en ces termes :

Depuis l'année 2002, la Ville organise avec un partenaire privé le festival « Quand je pense à Fernande », manifestation consacrée à la chanson française actuelle.

Le principal objectif de ce festival est de promouvoir les jeunes artistes, en leur proposant de se produire en première partie d'artistes plus connus, indispensables à l'économie de la manifestation.

En 13 ans, le festival « Quand je pense à Fernande » a acquis une notoriété certaine en accueillant au Théâtre de la Mer les grands noms de la scène musicale française comme ce sera le cas cette année encore.

Du 9 au 13 juin, le public pourra applaudir Arthur H, Benabar et Brigitte, tous accompagnés en première partie d'artistes plus ou moins connus pour qui se produire dans le cadre exceptionnel du Théâtre de la Mer constituera à la fois une gageure et un véritable coup de pouce. Dans ce même esprit, le festival proposera cette année deux soirées exceptionnelles dédiées à la jeune scène

française, avec pour la première la Maison Tellier, Thomas Fersen et Joseph d'Anvers, et pour la seconde Gush, Jeanne Added et Sage.

Le festival est financé pour partie par la Ville au travers de l'Espace Brassens et du service municipal des Affaires culturelles, pour l'autre par l'association Zalana Productions. Il y a donc lieu de conclure avec cette dernière un contrat qui fixe les termes de la coproduction du festival.

A l'issue du festival, une fois les taxes et les frais dus à la Sacem payés, les recettes seront réparties au prorata des dépenses de chacun.

La Ville garantit à l'association Zalana Productions au moins le montant de son investissement tandis que Zalana Productions s'engage à rétrocéder à la Ville la part des recettes qui lui reviendront au-delà du montant de l'investissement initial de la ville. Le budget prévisionnel de la manifestation est annexé à la convention et fait apparaître une dépense nette estimée à 75 087 € à la charge de la Ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte cette convention de coréalisation,

Autorise le Maire ou l'élu délégué à la signer ainsi que tous les documents s'y rapportant,

Autorise que la dépense soit prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 62281 Fonction : 30 Service : CULT
Nature : 62281 fonction : 322 Service : GBRAS

Autorise le Trésorier Municipal à faire recette

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-049

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION DE L'ART MODESTE - AVENANT

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Christelle ESPINASSE Adjointe s'exprime en ces termes :

L'association de l'Art Modeste a pour objectifs :

- de développer des activités visant à favoriser la recherche et la création d'œuvres, la conception d'événements et la réalisation d'éditions et de publications,
- de constituer un fond d'œuvres d'artistes, et de créations populaires manufacturées des XXe et XXIe siècles,
- de développer la rencontre de l'art modeste avec un public de plus en plus large

La commune a passé avec l'Association de l'Art Modeste une convention de partenariat en date du 13 juin 2012.

Il convient de prévoir, dans un avenant financier, les modalités de versement de la subvention allouée pour l'année 2015, dont le montant a été voté lors du budget primitif par délibération du 15 décembre 2014, comme suit :

- 100 000 € en janvier
- 20 000 € de février à juillet 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte cet avenant, annexé à la présente délibération

Autorise le Sénateur-Maire ou l' élu délégué à signer

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 32

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



ville de **sete**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-050

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

CITOYENNETE

Objet : COMMUNICATION ELECTRONIQUE DES DONNEES D'ETAT CIVIL -
CONVENTIONS

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Le décret Etat Civil n° 2011-167, du 10 février 2011 institue une procédure de vérification sécurisée des données à caractère personnel contenues dans les actes de l'état civil.

Ce décret dispense les usagers de l'obligation de produire un acte d'état civil lors de leurs démarches administratives en permettant aux administrations-et organismes légalement fondées, de demander directement ces actes auprès des officiers de l'état civil qui en sont dépositaires (pour vérification des données déclarées par les usagers).

Après une phase pilote de 3 ans le dispositif est appelée à s'étendre considérablement de part ses avantages certains.

En effet cette communication électronique vise deux objectifs :

- Simplifier les démarches administratives des usagers, en leur évitant d'avoir à produire leur acte d'état civil,
- Limiter la fraude documentaire

En pratique les personnes demandant la vérification sont reliées à une plateforme informatique (COMEDDEC - Communication Electronique des Données de l'Etat Civil). Celle-ci achemine les demandes vers les communes qui ont adhéré au dispositif. Le système d'échange est sécurisé grâce à des cartes à puces.

Au niveau de l'organisation du service de la Citoyenneté cette solution permettra :

- De limiter l'affluence au guichet
- De réduire les volumes des courriers reçus
- De réduire les coûts d'affranchissement par le biais des réponses transmises via Internet

Pour adhérer à cette plateforme, la Commune doit passer deux conventions :

- Une convention tripartite entre le Ministère de la Justice, la Commune et l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS)
- Une convention entre la Commune et l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS)

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la signature des 2 conventions annexées à la présente délibération

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tous documents se rapportant à cette délibération

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-051

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

COMMERCE - ARTISANAT

Objet : HALLES - MARCHES - MISE EN APPLICATION DE LA LOI DU 18 JUIN 2014 - LOI PINEL - FIXATION DE LA DUREE D'EXERCICE DE L'ACTIVITE OUVRANT DROIT A PRESENTATION D'UN SUCCESSEUR

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Vincent SABATIER Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Les Halles Centrales et les marchés de plein air gérés par la Ville font partie du domaine public communal. Les commerçants autorisés à y exercer leur activité disposent d'une autorisation d'occuper le domaine public, délivrée à titre personnel et de façon précaire.

La loi du 18 juin 2014 (dite « loi Pinel ») relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises permet, sous certaines conditions, au commerçant de présenter au Maire une personne comme éventuel successeur. En cas de décès, d'incapacité ou de retraite du commerçant, son droit de présentation sera transmis aux ayants droit qui pourront en faire usage au bénéfice de l'un d'eux dans un délai de six mois.

La décision du maire est notifiée au titulaire du droit de présentation et au successeur présenté dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande.

Conformément à l'article L 2224-18-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de fixer par délibération la durée minimum d'exercice de l'activité nécessaire pour ouvrir le droit de présentation, dans la limite de trois ans.

Il vous est proposé de fixer cette durée au maximum autorisé par la loi, c'est-à-dire à trois ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

FIXE à TROIS ANS la durée minimum d'exercice au sein des halles et marchés de plein air pour la présentation d'un successeur

AUTORISE le Maire ou son représentant à exécuter la présente délibération et à signer tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 42 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a long horizontal stroke.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-052

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

COMMERCE - ARTISANAT

Objet : FOIRES - FIXATION DES DROITS DE PLACE POUR L'OCCUPATION ET L'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Le Conseil municipal de la commune de Sète doit se prononcer sur l'adoption des tarifs appliqués aux foires de la commune .

Après consultation du Syndicat National des Industriels Forains, organisation professionnelle intéressée (article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales), je vous propose aujourd'hui de fixer les tarifs des droits de place concernant les foires, selon le tableau ci-dessous :

FOIRE	Redevances 2014	mode de calcul	Redevances 2015
• Manèges – stands divers :			
• jusqu'à 149 m2	30,00 €	m/l pour la durée de la foire	31,00 €
• de 150 à 199 m2	804,00 €	Forfait pour la durée de la foire	828,00 €
• de 200 à 249 m2	917,00 €		945,00 €
• de 250 à 299 m2	1.030,00 €		1 061,00 €
• 300 m2 et plus	1.132,00 €		1 166,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

les nouveaux tarifs des droits de place appliqués aux foires de la commune, tels qu'indiqués dans le tableau ci-dessus,

AUTORISE

le Trésorier municipal à faire recette sous l'imputation suivante du Service DOPB :
nature 70388 – Fonction 91

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-053

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : SERVICES PUBLICS DELEGUES - CASINO DE SETE - EXPLOITATION DES JEUX
- CAHIER DES CHARGES PASSE AVEC LA SOCIETE "SETE LOISIRS" -
AFFECTATION DU COMPTE 471 - SAISON 2013-2014 - AVENANT N° 3 -
AUTORISATION DE RECETTES

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Le cahier des charges du 22 juillet 2011 passé avec la Société « SETE LOISIRS », pour l'exploitation des jeux au casino de SETE couvrant la période du 1^{er} novembre 2011 au 31 octobre 2014, prévoit dans son article 19 que :

« Les sommes inscrites au Compte 471 seront consacrées à des travaux d'investissement destinés à l'amélioration de l'équipement touristique de la station et pourront être affectées en tout ou en partie à l'équipement du casino et de ses abords ... les projets financés par ce Compte feront l'objet d'avenants au présent cahier des charges ».

Je vous invite donc aujourd'hui à délibérer sur l'affectation de ces sommes s'élevant à 32.700 €uros au titre de la saison des jeux 2013-2014 et vous propose qu'elles soient affectées en totalité au bénéfice de la Ville de SETE pour le financement des travaux d'amélioration de l'Office de Tourisme et ce, en application des dispositions contractuelles ci-dessus citées.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE de cette affectation en totalité au bénéfice de la Ville de SETE, pour financer les travaux d'amélioration de l'Office de Tourisme,

ADOpte l'avenant n° 3 au cahier des charges pour l'exploitation des jeux du casino annexé à la présente,

AUTORISE le Maire, ou l'élu délégué, à le signer ainsi que tout document s'y rapportant,

AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette le moment venu sous l'imputation :
Nature 1388 – Fonction 91 – service DOPB.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-054

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : SERVICES PUBLICS DELEGUES - CASINO DE SETE - EXPLOITATION DES JEUX
- CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PASSE AVEC LA SOCIETE
SETE LOISIRS - ORGANISATION DE MANIFESTATIONS ARTISTIQUES -
ABATTEMENT SUPPLEMENTAIRE SUR LE PRODUIT BRUT DES JEUX - SAISON
2013-2014 - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par délibération n° D-2011-151 du 19 juillet 2011, nous avons approuvé le contrat de délégation de service public 2011-2014 à passer avec la SAS SETE LOISIRS pour l'exploitation des jeux du casino et autorisé le Maire à le signer.

Par lettre recommandée en date du 20 octobre 2014, Monsieur Nicolas GROUZIS, Directeur général, a sollicité, en application de l'article 12, 15^{ème} alinéa du contrat précité et de l'Instruction fiscale codificatrice n° 98-047-T34 du 18 mars 1998, l'avis du Conseil municipal afin de présenter au Ministère des Finances, via la Direction Générale des Finances Publiques de l'Hérault (D.G.F.I.P. 34), une demande d'abattement supplémentaire à hauteur de 5 % sur le produit brut des jeux correspondant au déficit résultant des manifestations artistiques suivantes organisées dans la salle de spectacle du casino :

- Le 06 juin 2014, « MICKAEL MIRO »
- Le 19 septembre 2014, « DAVE ».

Selon les informations fournies par la SAS « SETE LOISIRS », pour ces deux manifestations artistiques :

- Les dépenses totales engagées par le casino s'élèvent à 46.062,05 Euros
- Les recettes totales encaissées par le casino sont de 4.520,83 Euros
- D'où un déficit total de 41.541,22 €.

Si le Ministère des Finances accorde cette demande d'abattement supplémentaire, son montant sera fixé ultérieurement par la D.G.F.I.P. 34, conformément aux dispositions du décret n° 97-663 du 29 mai 1997 pris en application de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 1995.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DONNE un avis favorable sur la demande d'abattement supplémentaire formulée par la SAS SETE LOISIRS pour chacune de ces deux manifestations.

AUTORISE le Maire, ou l'élu délégué, à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

DECIDE que la dépense éventuelle sera imputée sous les crédits :
Nature 673 – Fonction 020 – service FINANCES.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-055

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ANIMATION - FESTIVITES LOCALES

Objet : DENOMINATION DE L'AIRE DE JEUX DE LA PLAGETTE : ESPACE DE LOISIRS JOSEPH-PASCAL REPETTO

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Afin de répondre au souhait de la Société Nationale des Meilleurs Ouvriers de France et d'honorer ainsi la mémoire de Monsieur Joseph-Pascal REPETTO, ancien charpentier de Marine, décédé en 1982, la commune propose au Conseil Municipal de donner son nom à l'aire de jeux située au quartier de la Plagette, à proximité du chantier naval.

L'accord de la famille ayant été acté, la cérémonie interviendra le Samedi 6 Juin 2015 dans le cadre de la manifestation « L'art prend le large », et permettra ainsi de rendre hommage aux qualités humaines, artistiques et professionnelles de Monsieur REPETTO.

Afin d'évoquer ses distinctions de Meilleur Ouvrier de France, qui lui ont été attribuées successivement en 1936, 1939, 1949, 1952 et 1973, une exposition des travaux réalisés par les meilleurs ouvriers et jeunes apprentis de France sera associée à cet événement.

Ce moment fort mettra en exergue l'art dévoilé par Monsieur REPETTO lors de la réalisation de chacune de ses magnifiques maquettes de bateaux de pêche et la passion qui l'animait lorsqu'il assurait la formation des apprentis et compagnons au métier de charpentier.

Son humanisme lui valut ses nominations au grade de chevalier de la légion d'honneur, aux palmes académiques, à l'ordre du mérite national et à bien d'autres récompenses et reconnaissances.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE que l'aire de jeux située au quartier de la Plagette sera dénommée : Espace de Loisirs Joseph-Pascal REPETTO

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-056

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

MARCHES PUBLICS

Objet : FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE ET FOURNITURE DE SERVICES ASSOCIES - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu la directive européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité,

Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le Code de l'Energie, notamment les articles L.331-1 et suivants et L.441-1 et suivants,

Vu la loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 portant sur l'organisation du marché de l'électricité, dite loi Nome,

Vu la loi n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation,

Vu le Code des marchés publics, notamment son article 8,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Comité syndical du Syndicat Départemental d'Énergies de l'Hérault (HERAULT ENERGIES) du 8 décembre 2014.

A partir du 1^{er} janvier 2016, les tarifs réglementés de vente d'électricité disparaissent progressivement pour les sites professionnels (dont les bâtiments publics), dont la puissance électrique souscrite dépasse 36 kVA (tarifs jaunes et verts).

La suppression de ces tarifs réglementés concerne toutes les personnes publiques et tous les organismes publics ou privés, pour la quasi-totalité de leurs bâtiments et installations.

Pour les acheteurs publics, la mise en concurrence devient donc obligatoire pour tous les sites correspondant aux seuils ci-dessus et impose de recourir aux procédures prévues par le Code des marchés publics afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappellent les articles L.331-4 et L.441-5 du Code de l'énergie.

Pour faciliter les démarches, le syndicat Hérault Énergies- propose de constituer un groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement d'électricité, et la fourniture de services associés. Le syndicat souhaite ainsi tirer parti de la mutualisation des besoins pour bénéficier de meilleures conditions de prix tout en assurant une qualité optimale des services associés.

La participation des adhérents aux frais de fonctionnement du coordonnateur sera indexée sur les consommations de fluide. En effet, la mission de coordonnateur est exclusive de toute rémunération.

Toutefois le coordonnateur est indemnisé des frais afférents au fonctionnement du groupement par une participation financière versée par les membres et calculée sur la base de la consommation annuelle de référence de l'année 2013, de l'ensemble des points de livraison électricité, ou autre énergie du membre :

➤ **ACCORD CADRE ET PREMIER MARCHÉ SUBSEQUENT :**

▪ Consommation inférieure ou égale à 100 MWh/an	participation	50 Euros
▪ Consommation supérieure à 100 MWh/an	participation	0,50 €/MWh

La participation de chaque membre est plafonnée à 5 000 €.

➤ **MARCHES SUBSEQUENTS SUIVANTS :**

▪ Consommation inférieure ou égale à 100 MWh/an	participation	25 Euros
▪ Consommation supérieure à 100 MWh/an	participation	0,25 €/MWh

Cependant la participation de chaque membre est plafonnée à 2 500 €.

Compte tenu des consommations prévisionnelles en électricité (5 900 MWh/an), la participation maximale de la Ville de Sète, est évaluée à :

$$5\,900\text{ MWh} \times 0,50\text{€} + 5\,900\text{ MWh} \times 0,25\text{€} = \mathbf{4\,425\text{€}}$$

Toutefois, le coordonnateur ne devant en aucun cas faire de bénéfice avec les participations des membres du groupement, la participation définitive de chaque membre sera calculée au prorata des dépenses réellement réalisées par le coordonnateur.

Le versement de la participation de chaque membre intervient :

- Au moment de la signature du ou des accords-cadres sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées certifié par le comptable public du coordonnateur et du titre de recette établi par le coordonnateur.
- Au moment de la signature des marchés subséquents, à partir du 2^{ème} marché, et dans les mêmes conditions que pour les accords-cadres. Cette participation interviendra également à chaque renouvellement du ou des marchés subséquents.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE D'adhérer au groupement de commande pour « la fourniture et l'acheminement d'électricité, et la fourniture de services associés »

AUTORISE le Sénateur-Maire à signer l'acte constitutif du groupement joint en annexe et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;

AUTORISE le Président t d'HERAULT ENERGIES, en sa qualité de coordonnateur, à signer et notifier les accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune sera partie prenante,

AUTORISE le Sénateur-Maire à transmettre au coordonnateur les données de consommation des sites alimentés dans les énergies souhaitées.

DONNE MANDAT au coordonnateur pour collecter les données de consommation auprès notamment des distributeurs et fournisseurs.

DECIDE de s'engager à régler les sommes dues au titre des accords-cadres et marchés subséquents dont la commune sera partie prenante et à les inscrire préalablement à son budget

DECIDE Que la dépense sera prélevée sur le budget principal de la ville :

Nature : 60612 Fonction : 020 Service : AMURB

DECIDE Que la dépense sera prélevée les budgets annexes :

Nature : 60612 POMPF
 Nature : 60612 CREMA
 Nature : 60612 QUILLES
 Nature : 60612 CFA
 Nature : 60612 CFP

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
 Par délégation du Maire,
 La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-057

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE - CONVENTION D'OCCUPATION ET DE SUPERPOSITION D'AFFECTATION DE LA VOIRIE COMMUNALE

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans la continuité des aménagements du Lido de Sète à Marseillan, comportant actuellement un site propre de transport en commun, Thau agglomération souhaite réaliser le tronçon manquant, sur la route d'Agde, entre la voie du lido et le secteur des Salins, en cours de développement. La réalisation de ce site propre permettra de combler la discontinuité existante et de renforcer le développement des transports en communs sur le secteur du Lido de Sète à Marseillan.

Lorsque la plate-forme du site propre est implantée sur des voiries dont le maître d'ouvrage du TCSP n'est pas le gestionnaire, il convient, conformément aux dispositions des articles L.2123-7 et R.2123-16 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques, de conclure une convention de superposition d'affectation entre ledit maître d'ouvrage et le gestionnaire de la voie concernée afin d'asseoir juridiquement cette implantation, d'en définir les limites et de s'entendre sur la répartition des travaux, tant au regard de la maîtrise d'ouvrage que du financement.

Le prolongement du site propre envisagé par Thau agglo est compatible avec l'affectation de la voirie communale. La maîtrise d'ouvrage des travaux de voirie nécessaires à l'implantation du site propre et des travaux du site propre sera assurée par Thau agglo ainsi que leurs financements.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE les termes de la convention de superposition d'affectation entre la commune de Sète et Thau agglo au bénéfice de cette dernière à titre gratuit, aux fins d'implantation sur une partie de la voirie communale d'un site propre de transport en commun, tels que ci-annexés

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer ladite convention, et tous documents s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'A' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-058

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : DISPOSITIFS D'ECLAIRAGE PUBLICS DU PONT DE LA GARE - CONVENTION DE TRANSFERT DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La région Languedoc-Roussillon exploite les quatre ponts mobiles de la commune qui sont équipés de dispositifs d'éclairage public.

L'éclairage public étant une compétence communale et afin de gérer de façon homogène ces équipements avec l'ensemble des dispositifs d'éclairage public communaux, la Région et la Ville ont convenu que l'éclairage public de ces ponts serait rétrocédé.

L'éclairage du Pont de la Victoire a déjà fait l'objet d'un transfert à la ville et celle du Pont de Tivoli le sera prochainement lors de la réception des travaux de rénovation.

Quant au Pont Sadi Carnot le transfert sera opéré à la reconstruction de cet ouvrage.

Il s'agit, aujourd'hui de rétrocéder l'éclairage public du Pont de la Gare à la Ville, objet de la présente délibération, afin d'intégrer, l'ensemble des dispositifs à son patrimoine.

La commune s'engage à réaliser le raccordement électrique des 12 candélabres lorsque les câbles sous marins dédiés seront mis en place par la Région à ses frais.

La région s'engage à remettre à neuf les installations d'éclairage public avant de les rétrocéder à la ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE Le principe du transfert de propriété des installations d'éclairage public à la ville du Pont de la Gare

ADOpte La convention relative au transfert dans le domaine public communal des dispositifs d'éclairage public du pont de la Gare

AUTORISE Le Sénateur-maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à ce transfert, dès lors que toutes les réserves auront été levées.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou'.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-059

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ENVIRONNEMENT

Objet : CHARTE PARTENARIALE ENTRE LA COMMUNE ET L'OFFICE NATIONAL DES FORETS POUR LA MISE EN VALEUR DE LA FORET DOMANIALE DES PIERRES BLANCHES - CONVENTION PARTICULIERE D'APPLICATION POUR L'ANNEE 2015

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

L'Office National des Forêts (O.N.F.) et la commune de Sète ont conclu une charte partenariale adoptée par délibération du Conseil Municipal du 15 septembre 2009, pour la mise en valeur de la forêt des Pierres Blanches. Cette charte, d'une durée de 06 ans, a pris effet au 28 septembre 2009.

Dans le cadre de ce partenariat actif, une convention particulière matérialise le programme annuel définissant des actions à mener et le plan de financement prévoyant le montant de la subvention versée par la Commune à l'O.N.F.

Pour 2014, les travaux réalisés pour un montant total TTC de 22 498 Euros sont conformes au programme adopté des actions à mener, à savoir :

- la reconstitution de la table d'orientation vandalisée en 2013,
- le renforcement et la modernisation des barrières de protection et de la signalétique,

- la maintenance et la modernisation du mobilier
- la réfection de la piste côté Nord (étang),
- la restauration des terrasses de culture de la baraquette,
- la poursuite de l'aménagement du sentier botanique,
- la fourniture et la mise en place de pièges anti chenilles processionnaires

Pour 2015, la convention d'application arrête le programme d'actions à mettre en oeuvre comme suit :

- réalisation d'un fossé le long de la piste Nord pour Personne à Mobilité Réduite (PMR) afin de canaliser les eaux de ruissellement
- réfection du revêtement en chaux et terre de Pignan de la piste PMR côté Nord
- mise en place de pièges anti-chenilles processionnaires.

Le budget de ces opérations est estimé à 22 502 € TTC, la commune attribue à l'O.N.F. - comme les années précédentes – une participation de 18 000 € correspondant à 80 % du montant total des travaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la convention particulière d'application pour l'année 2015 de la Charte partenariale entre la l'O.N.F. et la Commune de Sète

Autorise Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération

Decide que la dépense d'un montant de 18 000 € sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 204183 Fonction : 823 Service : JARDPAY

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-060

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : BAIL EMPHYTEOTIQUE A SIGNER AVEC LES CONSORTS BENSASSON POUR DES BIENS SITUES AU 60 GRAND RUE MARIO ROUSTAN

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par acte notarié des 19 et 20 novembre 2007, la Communauté d'agglomération du Bassin de Thau (CABT) a cédé à la commune de Sète, pour le temps restant à courir soit jusqu'au 30 juin 2015, un bail emphytéotique conclu à l'origine entre Mme BENSASSON et le SIVOM de Sète le 19 octobre 1995, la CABT s'étant substituée au SIVOM depuis le 1^{er} janvier 2003.

Ce bail, consenti pour une durée de 20 ans à compter du 1^{er} juillet 1995 concerne les lots 1, 5 et 7 dépendant d'un immeuble sis 60 Grand Rue Mario Roustan et 1 rue Rapide, cadastré Section AN N° 441 pour une contenance de 5 a 35 ca. A ce titre, la commune a acquitté au bailleur une redevance d'un montant de 38 244,00 € pour l'année 2014.

Actuellement, ces locaux accueillent l'Office du Tourisme, le Bureau de l'opposition et diverses associations.

Dans le cadre du dossier de classement de l'Office du Tourisme en catégorie 1, des travaux se sont avérés nécessaires à son activité et un aménagement intérieur de ces locaux a été réalisé.

Par délibération en date du 29 Janvier 2013 (D-2013-021), le Conseil Municipal avait adopté le principe de la résiliation du bail du 1^{er} juillet 1995 et son renouvellement pour une période de 20 ans. Ce montage juridique complexe ayant été abandonné, il a été convenu de proroger le bail actuel par avenant pour une durée de 3 ans supplémentaires qui se terminera le 30 Juin 2018, avec paiement d'un loyer annuel révisable hors taxe et hors charge, de 27000€.

Les services de France domaine consultés, ont évalué le loyer annuel des locaux susvisés, à 23 408,00 €.

Pour autant, le montant du loyer envisagé reste justifié par la situation géographique de cet ensemble immobilier en Centre Ville et par sa capacité à accueillir une population touristique conséquente pendant la période estivale.

La commune prendra à sa charge les frais notariés correspondants d'un montant de 3 300,00 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE l'abrogation de la délibération du 29 janvier 2013

DECIDE la prorogation du bail emphytéotique du 1^{er} juillet 1995 par avenant à conclure entre la commune et les Consorts BENSASSON.

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les actes et documents nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération,

DECIDE que les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au Budget de la Ville sous les imputations suivantes :

Nature : 6132	Fonction : 020	Service PAT
Nature : 62269	Fonction : 020	Service PAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



ville de sète

Tél. : 04 99 04 70 32

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-061

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : BAIL EMPHYTEOTIQUE ENTRE LA VILLE ET JOUSSELME SERGE - VENTE DE LA PART DU BAILLEUR A LA SAFER PACA ET JOUSSELME SERGE DE DEUX PARCELLES LIEU-DIT LES RACLES - COMMUNE DE CHABOTTES

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète est propriétaire de 2 parcelles de terrain sur la Commune de Chabottes lieu-dit « les Racles ».

Ces 2 parcelles d'une superficie totale de 22 540 m² sont cadastrées section BZ n° 31 et 32.

La Ville avait conclu avec la SAFER PACA un bail emphytéotique en date du 31 Juillet 2000 pour une durée de 30 ans.

Par acte du 1er Septembre 2000, la cession du bail est intervenue au profit de Monsieur Serge JOUSSELME, éleveur de porcs.

La SAFER PACA est intéressée par l'acquisition de ces 2 parcelles

Comme le prévoit le Code Rural à l'article 141-1 la SAFER peut acquérir des biens ruraux, des terres, des exploitations agricoles ou forestières pour les rétrocéder. Pour cela, elle doit préalablement recueillir une promesse unilatérale de vente du propriétaire.

L'article 142-3 du même code prévoit que la SAFER doit avant la rétrocession procéder à la publication d'appel de candidature.

La Ville de Sète ne souhaitant pas conserver ces parcelles dans son patrimoine, les services de France Domaine saisis pour l'évaluation de la valeur vénale de la part du Bailleur ont estimé cette dernière à 21 000€ sans marge d'appréciation.

Un accord est intervenu entre les parties pour que la transaction s'effectue sur la base de 25 000€.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE

du principe de la vente à la SAFER PACA en partenariat avec M.JOUSSELME Serge pour un montant de 25 000€, les frais inhérents à cette transaction seront pris en charge par l'acquéreur.

AUTORISE

Le Maire ou son représentant à signer la promesse unilatérale de vente ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération,

AUTORISE

Monsieur le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu du produit de la vente, qui sera inscrite au budget de la Ville sous l'imputation suivante :

Nature 775 Fonction : 020 Service PAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-062

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : CESSIION D'UN BIEN IMMOBILIER AU 55 RUE CARAUSSANE - PARCELLE AZ 207 ET 208 - A MME MIQUEL

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la vente immobilière des biens situés sur la Commune de Sète, la commune a lancé un avis publié à la concurrence pour des prestations d'intermédiation immobilière afin de trouver les meilleurs acquéreurs.

La SARL le Dauphin Immobilier, 8 quai de la Résistance à SETE ayant été retenue, la commune a conclu le 9 février 2015 avec cette dernière un mandat exclusif de vente N°1072 concernant les parcelles AZ 207 et 208, 55 rue Carausane à Sète, propriétés de la commune sur lesquelles est édifée une maison de ville, comprenant une maison en rez-de-chaussée de 81 M², une remise vacante de 60 M², ainsi qu'une cour de 51 M².

Ce mandat d'une durée de 6 mois fixe le prix demandé hors rémunération du mandataire à 101 182,03 €.

Il est également prévu qu'en cas de réalisation de l'opération avec un acheteur présenté par le mandataire, ce dernier aura droit à une rémunération à la charge de l'acquéreur d'un montant de 4,79 % HT soit 5,75 % TTC du prix de vente.

Les Services de France Domaine avaient estimé la valeur de ce bien à 96 000,00 € avec une marge de négociation de + ou - 20 %.

Madame MIQUEL Sylvie a proposé par lettre d'intention d'achat, d'acquérir le bien moyennant le prix de 94 000,00 € comprenant les honoraires de négociation. Le montant net propriétaire hors honoraire d'agence est donc de 88 888, 89 €.

Cette proposition a été jugée acceptable compte tenu de l'état du bien et du contexte de crise économique.

Conformément au cahier des clauses particulières, l'acquéreur devra payer un acompte représentant 5 % du prix de vente lors de la signature du compromis de vente qui sera encaissé après le délai légal de rétractation possible. L'acompte de 5 % sera déposé sur un compte séquestre. Cette somme lui sera restituée, en application de la clause suspensive relative à la non obtention d'un crédit dans un délai de 60 jours. L'acquéreur devra fournir pour cela la preuve de 3 refus de prêt, auprès de 3 établissements différents.

Dans le cas contraire, cette somme sera encaissée par le vendeur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE la vente des parcelles AZ 207 et 208 à Mme Sylvie MIQUEL au prix de 88 888,89 €,

AUTORISE Le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à cette délibération,

AUTORISE Monsieur le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu du produit de cette cession, recette qui sera inscrite au Budget
Sous l'imputation :
Nature : 775 Fonction : 020 Service : PAT.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou'.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-063

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : CESSION D'UNE PARCELLE CADASTREE SECTION AP N° 421 DANS LE CADRE D'UNE DELIVRANCE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

A l'occasion de la délivrance d'un permis de construire N° 034 301 11 70130 en date du 3 août 2012, la Sarl Terre et Toit, représentée par son gérant M. Henri SCOTTO, propriétaire de la parcelle cadastrée Section AP N° 421 issue de la parcelle AP N° 402, a accepté de céder à la Ville de Sète cette bande de terrain d'une superficie de 41 m² située 22 rue de la Caraussane à SETE, en vue d'un futur alignement

Les Services de France Domaine ont estimé la valeur vénale de la parcelle à 3 300,00 €.

La Sarl Terre et Toit a confirmé son accord sur la base de cette estimation par courrier du 11 mars 2015. La Ville prend en charge l'ensemble des frais y afférant (frais de notaire d'un montant de 1 300,00 € environ).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTÉ

Le principe de cette acquisition pour un montant de 3 300,00 €.

AUTORISE

Le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents s'y rapportant.

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 2111 Fonction : 820 Service : URBA

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou'.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-064

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : VENTE D'UN ECOLEM A LA VILLE DE FLEURY D'AUDE

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Michel BODART Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète a acquis dans son patrimoine, quatre ECOLEM installés sur la plage de Sète, destinés à la surveillance des plages. La commune a décidé de s'en séparer et a mis en place une procédure de vente aux enchères des biens communaux par l'intermédiaire de l'entreprise GESLAND DEVELOPPEMENTS (L-2013-0044 du 04 février 2013).

Par délibération n° D-2013-143 du 09 juillet 2013, le Conseil Municipal a approuvé le principe de vente de biens réformés via la plateforme de courtage aux enchères par Internet dénommée WEBENCHERES.

Seulement deux ECOLEM ont été vendu par le biais de ce site au prix de 4 500,00 € l'unité. Il a été décidé de procéder à la vente des autres ECOLEM par une procédure de gré à gré.

La ville de FLEURY D'AUDE, représentée par son maire Monsieur Guy SIE, a proposé par courrier en date du 11 mars 2015, d'acquérir un ECOLEM pour la somme de 5 000,00 €.

Cet ECOLEM, originairement basé sur le site des 3 digues (Inventaire n° 2188-2015-10822) doit sortir de l'inventaire. Sa valeur nette comptable est de 0 Euros.

En application de la délibération du Conseil Municipal en date du 06 mai 2014, le Sénateur-Maire donne délégation, ou en cas d'empêchement de celui-ci subdélégation, en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint, subdélégation au deuxième Adjoint pour décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €. C'est la raison de cette présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

SORT de l'inventaire l'ECOLEM des 3 digues (n° 2188-2015-10822) à compter de la prise d'effet de cette délibération.

VALIDE La vente de ce *bien* pour un montant de 5 000,00 € à la ville de FLEURY D'AUDE (11 560)

AUTORISE Le sénateur-Maire ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à cette vente

AUTORISE Le trésorier Municipal à faire recette sur le budget principal de la Ville sur l'imputation :
Budget principal de la ville
Nature : 775 Fonction : 114 Service : PLAGES

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-069

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

URBANISME

Objet : OBSERVATOIRE FONCIER DE THAU AGGLO - AUTORISATION DE RECEPTION ET D'EXPLOITATION DES DONNEES COMMUNALES

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Une convention de partenariat a été passée en 2004 entre le Département de l'Hérault et la commune relative au soutien et à l'expertise que peut nous apporter celui-ci dans le domaine du foncier dans ses aspects juridiques et techniques.

La Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, dénommée Thau agglo, conformément à la décision 2011-175 du bureau communautaire du 30 Novembre 2011, a signé avec le Département une convention de partenariat portant sur les mêmes objectifs.

Cependant, Thau agglo n'étant pas destinataire des Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) (à l'exception des cas où délégation lui est donnée), les productions de l'observatoire foncier du Département ne peuvent lui être communiquées que dans leur globalité à l'échelle du territoire intercommunal, sauf si la commune permet l'exploitation de ses propres données.

Compte tenu des compétences de Thau agglo, de la nécessité de travailler en synergie et d'avoir une cohérence dans les actions foncières sur le territoire communal et intercommunal, il est nécessaire que Thau agglo puisse accéder aux productions de l'observatoire foncier à l'échelle de notre commune pour les données antérieures à l'année en cours.

Il est toutefois rappelé que selon la commission d'accès aux documents administratifs, les déclarations d'intention d'aliéner (DIA) ne sont pas des documents communicables à des tiers. En conséquence les extraits de DIA fournis doivent rester à usage strictement interne et ne pas être communiqués. Seules les exploitations des données de ces extraits peuvent être communiquées.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE

Thau agglo à recevoir et exploiter les données de l'observatoire foncier du Département de l'Hérault relatives à notre commune

AUTORISE

Le Maire à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "A. Goudou".

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-070

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

EAU

**Objet : APPEL A PROJETS "ECONOMISEZ L'EAU" - DEMANDE DE SUBVENTIONS
AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE**

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de son programme d'action 2013-2018, l'Agence de l'Eau RMC a lancé un appel à projets "Economiser l'eau".

L'appel à projets est ouvert aux collectivités, aux entreprises, aux opérateurs d'habitats collectifs. En l'occurrence, sont concernés localement et se sont positionnés sur cette démarche, Thau Agglo, les OPH de l'Hérault et de Sète, le SBL, le SAEP, les villes de Gigan, de Balaruc les Bains et Sète, Il cible les projets de réduction de fuites sur les réseaux d'eau potable et tous projets de réduction des consommations d'eau pour les usages publics, comme l'arrosage des espaces verts, dans les process industriels et dans les bâtiments collectifs...

L'agence est susceptible d'attribuer des aides jusqu'à 50% du montant des études et travaux dans la limite d'une enveloppe financière globale de 20 M€.

L'aide maximale pour un projet est de 2 M€.

Par souci de cohérence territoriale, Thau Agglo assurera le portage des dossiers de demandes de subventions ainsi compilés auprès de l'Agence de l'eau.

Les actions envisagées pour la ville de Sète sont :

- Le déploiement généralisé de la télérelève sur le parc des 14 000 compteurs situés sur le territoire communal pour un montant total estimé à 2 350 000 € HT
- La mise en place de dispositifs de prélocalisation de fuites pour un montant total estimé à 200 000 € HT
- Le renouvellement des canalisations extrêmement vétustes des rues Chavasse et Gambard à jumeler avec la réfection par Thau Agglo du réseau d'assainissement dont l'état de dégradation a déjà entraîné plusieurs effondrements pour un montant total estimé à 200 000 € HT
- Remplacement de la Gestion Technique Centralisée des systèmes d'arrosage automatisés et mise en œuvre d'une station météo pour un montant total estimé à 40 000 € HT
- L'installation d'équipements hydroéconomes dans les bâtiments communaux pour un montant estimé à 50 000,00 € H.T.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE le Maire à solliciter les subventions auprès de l'Agence de l'Eau dans le cadre de l'appel à projets « Economiser l'Eau »

AUTORISE le Maire à signer tout document se rapportant aux demandes de subventions décrites ci-dessus

AUTORISE Le trésorier Municipal de faire recette le moment venu

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-071

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

EAU

Objet : REGLEMENT DE SERVICE DE L'EAU - MODIFICATION DE L'ANNEXE N° 3

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La présente délibération porte sur la modification du règlement de service des Eaux - Annexe 3, et notamment sur le traitement des surconsommations. Les modalités d'application de dégrèvement peuvent être traitées directement par le fermier VEOLIA ou, lorsque les demandes ne rentrent pas dans le cadre de la loi WARSMANN, par la commission « traitement des surconsommations ».

En effet, afin de permettre une meilleure instruction des dossiers hors loi Warsmann, la commission « traitement des surconsommations » lors de la dernière réunion a suggéré d'apporter une précision sur le délai à accorder pour la réparation de la fuite en fixant à 2 mois au lieu d'un mois, le délai de présentation de la facture de réparation, délai au-delà duquel la demande sera considérée comme irrecevable.

Il est donc proposé de modifier l'annexe 3 du règlement de service des eaux comme suit :

ARTICLE 1 – LA LOI WARSMANN

2. Procédure

2.2 – 1) 2^{ème} paragraphe : Les usagers exclus de la catégorie Warsmann

Le service de distribution d'eau a l'obligation d'informer l'abonné sur la nature des justificatifs à produire pour bénéficier d'un plafonnement de la facture d'eau :

- l'attestation d'une entreprise de plomberie et/ou attestation de réparation à produire par l'abonné, dans un délai de deux mois à compter de la date de la facture émise par VEOLIA EAU, indiquant que la fuite a été réparée en précisant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

ARTICLE 2 – COMPOSITION DE LA COMMISSION « TRAITEMENT DES SURCONSOMMATIONS »

a) 2^{ème} paragraphe : Dégrèvement de l'excédent de la consommation « eau potable »

En cas de surconsommation liée à une fuite après compteur, la facturation est limitée sous réserve que :

- le client produise une facture et/ou attestation de réparation de la fuite dans un délai de 2 mois à compter de la date de la facture émise par VEOLIA EAU.
- Il n'y ait pas de faute ou négligence manifeste de sa part
- il n'ait pas bénéficié d'un tel dégrèvement au cours des cinq (5) dernières années

La commission consultative des services publics locaux réunie le 29 janvier 2015 a émis un avis favorable à la modification de la procédure de dégrèvement de la surconsommation de l'eau potable.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte

la modification de l'annexe n° 3 du Règlement de Service d'Eau de la Ville de Sète

Autorise

Monsieur le Sénateur-maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services


Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-072

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

SPORTS

**Objet : MANIFESTATIONS NAUTIQUES - ACQUISITIONS D'INSTALLATIONS -
CONVENTION DE PARTENARIAT A SIGNER AVEC PORT SUD DE FRANCE**

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Romain FERRARA Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La ville de Sète, idéalement située entre mer et étang, possède des atouts indéniables pour développer le nautisme. L'engouement du public pour de grands événements tel qu'Escale à Sète ou les sollicitations des organisateurs des grandes courses telle que la Générali Solo, seule course au large en solitaire en Méditerranée, sont les témoins de l'incontestable attrait de l'île singulière.

Considérant l'intérêt général que revêt l'accueil de ces manifestations et pour en faciliter l'organisation, la ville a souhaité participer au financement de l'acquisition d'installations sous-marines d'aide à l'amarrage des navires (mouillage).

Ces installations seront utilisées pour la première fois lors de la régate de « Voiliers classiques », prévue en mai 2015.

L'EPR PORT SUD DE FRANCE, gestionnaire du port, et la Ville ont décidé de fixer, par convention, les termes et les conditions par lesquels la participation financière de la Ville doit être mise en œuvre dans le cadre de cette acquisition. Elle est fixée à 50 % du prix acquisition pièces et main d'œuvre, dans un maximum de 7.500 euros TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE les termes de cette convention

AUTORISE le Maire ou son représentant à la signer ainsi que tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-073

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

SPORTS

Objet : DEVELOPPEMENT DE LA VOILE ET DU NAUTISME - CONTRAT A PASSER AVEC LA SOCIETE "PARTNER TALENT" - AVENANT N°1

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard CASTAN Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du développement de la voile et du nautisme et souhaitant mettre en valeur et élargir la fréquentation des bases nautiques, la Ville a passé en 2013 un contrat de mandat avec la société PARTNER TALENT, propriétaire de la plateforme AWOOL, en relation avec de nombreux annonceurs publicitaires répartis sur l'ensemble du territoire.

Au terme de ce contrat la société PARTNER TALENT encaisse les réservations faites sur son site et les reverse à la Ville moyennant une commission de 3% sur le montant total et une commission de 10% si la Ville utilise le site d'un distributeur de PARTNER TALENT.

Ce nouvel outil de communication a permis au Centre Nautique ainsi qu'aux stages multisports d'attirer un public plus large que le cercle des initiés et d'acquérir une audience nationale et pas seulement régionale.

Ce contrat conclu pour une période de 2 ans, renouvelable pour 2 ans, est arrivé à échéance le 25 avril. Aussi, fort du succès de ce partenariat, la Ville a décidé de le renouveler pour 2 ans, jusqu'au 25 avril 2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE l'avenant n°1 au contrat passé avec la société PARTNER TALENT, ci-annexé

AUTORISE le Maire ou son représentant à le signer ainsi que tout document s'y rapportant

AUTORISE le trésorier municipal à faire recette le moment venu :
Nature : 70631 Fonction : 414 Service : SPORT

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



A handwritten signature in black ink, appearing to be "Anne Goudou".

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-074

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

SPORTS

Objet : ASSOCIATIONS SPORTIVES - CONVENTIONS TRIENNALES D'OBJECTIFS 2015-2017 A SIGNER AVEC DIVERSES ASSOCIATIONS

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard CASTAN Adjoint s'exprime en ces termes :

Ces dernières années, le mouvement associatif a pris une ampleur considérable et les associations sont devenues des acteurs à part entière de la vie communale, leurs activités s'inscrivant souvent dans le prolongement de l'action municipale.

Les associations sportives par leur dynamisme constituent les rouages privilégiés du lien social. Elles contribuent au bien-être et à l'épanouissement des citoyens en proposant un choix d'activités très étendu.

C'est pourquoi la commune, consciente du rôle essentiel qu'elles jouent, leur apporte un concours financier destiné à contribuer au développement et à la pérennité de leurs activités.

Considérant les objectifs généraux de politiques publiques de la commune, déterminant l'intérêt public local, mentionnés ci-après :

- Répondre aux besoins des habitants à tous les âges de la vie,
- Instaurer une politique de solidarité contre les exclusions en favorisant la cohésion sociale
- Aménager le territoire pour promouvoir un cadre de vie de qualité et la tranquillité publique,
- Animer la ville et ses quartiers en facilitant l'accès au sport et à la vie associative.

La commune a engagé une politique de partenariat avec les associations sportives passant par la conclusion d'une convention pluriannuelle afin de soutenir l'action de l'association dans la durée et de renforcer l'efficacité globale de ce financement. Ces conventions définissent ainsi les missions et les objectifs des associations.

Ces conventions seront valables pour les exercices 2015, 2016 et 2017.

Sont concernées par ces dispositions, les associations listées ci-dessous :

- Le TENNIS CLUB DE SETE
- Le TENNIS CLUB DU BARROU
- La SOCIETE NAUTIQUE DE SETE
- La POINTE COURTE ASSOCIATION CLUB (PCAC)
- LES MAITRE NAGEURS SAUVETEURS DU LANGUEDOC (MNSL)
- Le SOCIAL SETE
- Le RACING DOCKERS PORT DE SETE
- L'AVIRON SETOIS
- L'AVIRON CLUB DU BASSIN DE THAU
- L'ASPTT DE SETE
- Le SETE VOLLEY BALL CLUB

Après en avoir délibéré le Conseil municipal :


ADOPTE les présentes conventions,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à les signer ainsi que tout document s'y rapportant.


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-075

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

SPORTS

Objet : ASSOCIATION "L'AVIRON SETOIS" - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - CONVENTION D'OBJECTIFS

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard CASTAN Adjoint s'exprime en ces termes :

L'évolution de la société (transport, télévision, informatique, jeux vidéo...) a considérablement modifié notre mode de vie et tout particulièrement celui des enfants et des adolescents. Cela a eu pour conséquence d'accentuer leur sédentarité avec les risques inhérents à celle-ci, notamment l'obésité au détriment d'une activité physique pourtant bénéfique pour leur santé.

Aussi, la Ville de Sète en partenariat avec l'Education Nationale, l'association « AVIRON SETOIS », Sodexo et la Mutualité Française Languedoc-Roussillon a décidé de sensibiliser tous les élèves de CM2 aux bienfaits de l'activité physique et d'une bonne alimentation.

Elle va proposer aux élèves un dispositif ludique mais surtout très accessible, pour susciter leur intérêt et les encourager à s'engager dans une activité physique régulière et à adopter une alimentation équilibrée.

Cette opération concernera 450 enfants et se déroulera les 4 et 5 mai à la salle Pierre Dumoulin (halle Marty) et les 18 et 19 mai à la salle Georges Brassens.

Ces journées, organisées en partenariat avec l'association « L'AVIRON SETOIS », se dérouleront sous forme d'ateliers.

En contrepartie, la commune versera à l'association une subvention exceptionnelle d'un montant de 3 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte cette subvention exceptionnelle de 3 000 €uros à L'AVIRON SETOIS

Autorise le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 6745 Fonction : 415 Service : SPORT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Anne Goudou", written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-076

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : SITE DE L'ANCIEN COLLEGE VICTOR HUGO - DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète est propriétaire d'un ensemble architectural des années 1900 de type haussmannien, cadastrés AI 124 à AI 126 d'une contenance totale de 3 721 m², sis en zone UB 1 sur son territoire (ancien collège Victor Hugo). Il est accessible par les rues Lakanal et Raspail, et par une entrée principale sur la place Stalingrad.

Cette construction de caractère comprend deux corps d'immeubles élevés d'un niveau pour 2 726 m² de surface utile. Elle a été partiellement rénovée (partie centrale, toiture, mise en conformité de l'électricité). Cependant, les ailes sud et nord sont dans un état d'entretien médiocre, ou en situation de vétusté avérée.

Cet édifice compte dans le patrimoine historique de la ville. Edifié à la fin du XIXe siècle, il abrita longtemps le musée municipal avant la construction du musée Paul-Valéry.

Par procès-verbal du 25 septembre 1985 et, en application des lois de décentralisation des 07 janvier 1983 et 22 juillet 1983 sur la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat, ce bien immobilier fût mis à disposition du département de l'Hérault.

Par délibération de notre assemblée du 22 juin 2004, nous actions son déclassement du domaine public de l'Education et, de fait, sa réintégration dans le domaine public communal.

Ces locaux sont aujourd'hui mis à la disposition d'artistes, de compagnies théâtrales et de l'association SETAVOIR. Ces derniers ont été informés de la date de fin de la mise à disposition de ces locaux au 31 décembre prochain et des opportunités d'hébergement à terme.

Conformément à l'article L-2141-1 du Code Général des Propriétés des Personnes Publiques, cet ensemble immobilier n'est plus affecté au service public de l'enseignement, il convient désormais que nous prononcions son déclassement du domaine Public communal, et donc son classement dans le domaine privé de la Commune.

L'OGEC Saint Joseph, en recherche de locaux propices à son développement, s'est rapproché de la Ville dans le cadre d'un projet de regroupement et de délocalisation partielle du groupe scolaire Saint Joseph - Saint Pierre, écoles privées sous contrat. Ce nouveau lieu accueillerait, outre l'école élémentaire Saint Pierre, les classes de 1^{ère} et Terminale générales ainsi que les classes de BTS Commerce International.

La commune a envisagé dès lors, de passer un bail à construction avec l'OGEC sur les parcelles cadastrées section AI numéros 124 à AI 126.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

CONSTATE la désaffectation de l'ensemble architectural dénommé « Ancien Collège Victor Hugo »

PRONONCE le déclassement du domaine public communal et par conséquent le classement dans le domaine privé communal de l'ensemble architectural dénommé « Ancien Collège Victor Hugo »

AUTORISE Le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à cette délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 35 VOIX POUR ET 7 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-077

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : CHALETS ST HUGUES - DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DE L'ENSEMBLE IMOBILIER

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Etait absente : Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La commune de Sète est propriétaire sur la commune de St Pierre de Chartreuse d'un ensemble immobilier à usage de Centre de Vacances dénommé « les Chalets St – Hugues » comprenant :

- sur la parcelle AM 372 d'une superficie de 7 367 m², un Centre de Vacances construit en 1986, murs béton armé, charpente bois, comprenant 46 chambres de 2 à 4 lits, réfectoires, salles de classe, un logement de fonction, ainsi que des locaux techniques.
- sur les parcelles AM 370 et 393 d'une superficie de 1 152 m², un parc de stationnement.
- sur la parcelle AM 341 d'une superficie de 1 582 m² une maison d'habitation indépendante comprenant trois logements.

La Ville ne souhaitant pas conserver ce bien dans son patrimoine, compte tenu des coûts d'entretien élevés, le Centre a cessé toute activité au 1^{er} janvier 2015. Les conditions matérielles de la désaffectation sont donc réunies.

En vertu de l'article 2141-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, il convient, après avoir constaté préalablement la désaffectation de ce bien, de prononcer son déclassement qui constatera la sortie de l'ensemble immobilier du Domaine Public Communal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- CONSTATE** la désaffectation de l'ensemble immobilier « les Chalets St Hugues » au 1^{er} janvier 2015
- PRONONCE** le déclassement du Domaine Public Communal de l'ensemble immobilier « les Chalets St Hugues » à compter de la présente délibération.
- AUTORISE** Le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents se rapportant à cette délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Anne Goudou'.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-078

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

PERSONNEL

Objet : MODIFICATON DU TABLEAU DES EFFECTIFS

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Etait absente : Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale et notamment son article 34 qui prévoit que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, Il appartient ainsi au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

Vu la saisine du Comité Technique en sa séance du 23 avril 2015 pour avis préalable s'agissant d'une réorganisation des services emportant suppression de postes,

Depuis 1992, la commune de Sète est propriétaire à Saint Pierre de Chartreuse, d'un ensemble immobilier à usage de centre de vacances. Ces chalets Saint-Hugues avaient pour mission

principale d'accueillir des groupes (enfants, adultes, 3^{ème} âge) lors des classes de découverte (classes de neige, vertes ou rousses), des colonies, des vacances familiales ainsi que l'accueil des aînés en partenariat avec le CCAS.

L'équipe sur place était constituée à l'année d'un directeur et de huit agents employés par la Ville de Sète, complétée ponctuellement d'agents vacataires en fonction des besoins et effectifs accueillis.

Les constats suivants ont été réalisés s'agissant de ce service municipal excentré :

- problématique de positionnement géographique :

- Cette structure, qui se trouve à plusieurs kilomètres des pistes de ski, n'est plus idéalement positionnée ; lors de l'organisation des classes de neige, la location d'un bus est obligatoire pour amener les groupes en station.
- Les séjours proposés sont, depuis plus de 20 ans, limités à un lieu unique. Même si, dans le temps, plusieurs milliers de sétoises et de sétois ont pu bénéficier de cet accueil, un désintéressement s'est petit à petit instauré. Les gens aspirent aujourd'hui à du renouveau et à de la diversité.

- problématique de coût de fonctionnement :

- Cette structure présente un déficit chronique annuel important. Ainsi pour l'année 2013, les dépenses totales ont été de 1 006 372 € (422 122 € de frais de fonctionnement et 584 260 € de charges de personnel) et les recettes annuelles de 499 209 €, soit un déficit de 507 163 €.
- Elle est chauffée uniquement par des chauffages électriques, entraînant des dépenses importantes, chiffrées à 65 000 € par an. Or, aujourd'hui, envisager des travaux permettant de remplacer ce chauffage par un autre plus performant et moins énergivore semble difficilement réalisable.
- S'agissant d'un bâtiment vieillissant, les frais d'entretien vont s'accroître avec le temps. Dernièrement, la Ville a dû faire refaire toute la toiture.

Au regard du contexte actuel, au niveau national s'agissant des baisses de dotation étatiques pour toutes les collectivités, et local concernant la ville de Sète et imposant aujourd'hui une rigueur extrême de gestion et une rationalisation des dépenses de fonctionnement, un recentrage des activités et missions municipales s'avère aujourd'hui incontournable.

Face à cet impératif et au regard des constats ci-avant exposés, la collectivité a décidé :

- d'arrêter l'activité sur les chalets Saint-Hugues début 2015,
- de vendre ou louer cette structure,
- de traiter avec différents prestataires de service pour organiser ses séjours, afin d'avoir des prestations identiques pour des coûts similaires, voire moins chers, avec la possibilité de varier les lieux et les services proposés.

Suite à l'arrêt du fonctionnement de la structure et à la réorganisation du service Education en conséquence, il convient de mettre le tableau des emplois en adéquation avec le fonctionnement des services et de supprimer les postes correspondants au 1er juin 2015.

Il est à noter toutefois que ces suppressions n'entraînent pas de perte d'emploi pour les agents concernés dans la mesure où la collectivité dispose aujourd'hui de postes vacants, momentanément occupés par des agents non-titulaires, propres à permettre la réaffectation desdits personnels, en rapport avec leur statut, leur grade et leur expérience professionnelle.

La collectivité a par ailleurs mis en place un dispositif de suivi et d'aide à la mobilité pour les agents qui privilégient une mobilité hors services municipaux sétois et qui sont en recherche de poste en Isère.

Elle donnera également suite aux agents sollicitant le dispositif de la prime de départ volontaire (au motif de réorganisation des services) selon les éventuelles sollicitations des agents.

Pour précision, à ce jour, 3 agents ont d'ores et déjà trouvé des solutions d'emplois, temporaires ou permanentes :

- 1 agent est placé à sa demande en disponibilité pour convenances personnelles pour 1 an, afin d'exercer une activité privée (reprise d'un commerce local) depuis le 01/07/2014 ;
- 1 agent a fait une demande similaire afin de pouvoir exercer, sous contrat à durée déterminée au sein d'une structure privée, à compter du 05/05/2015 ;
- le directeur du centre a choisi de réintégrer les services municipaux afin d'y occuper la fonction de coordonnateur de classe de découverte et du secteur loisirs.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal, au 1er juin 2015 :

La suppression des postes à temps complet suivants :

- 1 animateur principal de 1ère classe
- 1 adjoint d'animation principal de 2ème classe
- 1 adjoint d'animation de 1ère classe
- 1 adjoint d'animation de 2ème classe
- 3 adjoints technique de 2ème classe
- 1 adjoint technique principal de 2ème classe
- 1 agent de maîtrise

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTE le tableau des effectifs ainsi modifié et joint en annexe

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-079

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE DEUX AGENTS AU COS

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Etait absente: Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Conformément à la loi 84-53 du 26 janvier 1984, au Décret 85-1081 du 08 octobre 1985 et après avis de la Commission Administrative Paritaire de la catégorie C consultée le 28 avril 2015, je vous propose d'adopter les conventions mettant 2 agents à temps plein à disposition du Comité des Œuvres Sociales de la Ville de Sète pour une période de trois ans et ce, à compter du 1er mai 2015.

Il s'agit de Mesdames Sylvie POUJOULY, adjoint administratif de 2ème classe à temps complet titulaire et Danièle GARCIA, adjoint d'animation de 1ère classe à temps complet titulaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE

la mise à disposition, auprès Comité des Œuvres Sociales de la Ville de Sète de Mesdames POUJOULY et GARCIA , pour une durée de 3 ANS à compter du 1er mai 2015 ;

APPROUVE

les conventions de mise à disposition jointes en annexe ;

DIT

que les crédits nécessaires sont inscrits sur le compte 020 64111 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants de la Ville, sachant que le Comité des Œuvres Sociales remboursera le salaire des agents à la Ville ;

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Anne Goudou', written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-080

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 27 AVRIL 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : PROTECTION FONCTIONNELLE

L'an deux mille quinze et le 27 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Madame Anne de GRAVE, Adjointe.

Etaient présents : Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Janine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Gérard CASTAN, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART

Etaient absents : François COMMEINHES, Sébastien PACULL, Abdelkader BOUALLAGA, Antoine DE RINALDO, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L 2123-34 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales, « *La commune est tenue d'accorder sa protection au maire, à l'élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions* ».

Monsieur le Maire, MM. Sébastien PACULL et Antoine DE RINALDO ont reçu respectivement une convocation pour première comparution devant le Tribunal de Grande Instance dans une information ouverte pour « atteinte à la liberté d'accès ou à l'égalité des candidats dans les marchés publics pour des faits commis du 22 juin 2010 au 11 juin 2012 à SETE ».

C'est dans ce cadre que les intéressés, élus de notre assemblée, sollicitent la protection fonctionnelle à raison de la procédure engagée.

En effet, c'est au titre de leurs fonctions électives pour la période considérée que Monsieur le Maire, MM. Sébastien PACULL et Antoine DE RINALDO ont été mis en cause. Dans ces conditions et

conformément aux dispositions précitées du CGCT, la commune est tenue de leur accorder la protection fonctionnelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE le bénéfice de la protection fonctionnelle à MM. François COMMEINHES, Sébastien PACULL et Antoine DE RINALDO, dans le cadre de la procédure pénale engagée.

AUTORISE la prise en charge des honoraires d'avocat et des frais de procédure associés.

AUTORISE le Comptable public à procéder au paiement des dépenses afférentes sur les crédits inscrits au budget de l'exercice.

DELIBERATION ADOPTEE L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 30 - ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.